

[Texte]

my officials—which, in essence, was undervalued; and when sold to the insurance company, its value increased substantially. I do not think there was any question at the time that this would not be where the new equity infusion would be coming from.

Mr. Lewis: Mr. Chairman, I would like to indicate to the minister I have no difficulties with the way it was done; it is just I have a lot of difficulty with a media release that says "shareholders will increase their equity by \$2.5 million". I have no difficulty with what we have done, but I have a great deal of difficulty describing it as that.

The government put up \$34 million . . .

Mr. Lumley: Could I say just one more thing, Mr. Chairman?

The Vice-Chairman: Mr. Minister.

Mr. Lumley: As I understand the facts, the sale of the pension fund netted Maislin only \$1.5 million; and therefore, they were required to raise \$1.1 million on their own resources. But what I was addressing was the accounting principle, which the hon. member addressed.

Mr. Lewis: Fair enough. Mr. Minister, the taxpayers loaned or guaranteed a loan of \$34 million last August. One of the conditions in your agreement was that you would appoint a watchdog director. It is now March 29. How is the watchdog director search coming along?

Mr. Lumley: I would be less than honest with the hon. member, Mr. Chairman, if I did not indicate we have had difficulty trying to find somebody in the private sector who has some expertise in this particular field, who does not have a potential conflict of interest. We have found several executives who had worked in the trucking sector and who have since retired but who, for one reason or another, did not want to serve on the board. So at the present time, Mr. Chairman, we are thinking about appointing somebody either from the public service or from one of our Crown corporations who has some expertise in this field.

We felt it would be to our advantage to have somebody who knew something about the field, who did not have a potential conflict of interest; and this just was not possible. In many cases, Mr. Chairman, we would approach somebody; and obviously, by the time that individual assessed his position, it was four to six weeks. It has taken much longer than we expected.

Mr. Lewis: Thank you.

• 1000

The Chairman: Thank you, Mr. Lewis. Mr. MacLaren.

Mr. MacLaren: Thank you, Mr. Chairman. I imagine the minister would agree that today all governments in the western world intervene to a greater or lesser extent in industry, but certainly the tendency is for a greater degree of government intervention. Against that background, governments in other countries have moved in a way that has, in my view, been

[Traduction]

fonds de pension non contributif, mes fonctionnaires me reprendront si je me trompe, qui était essentiellement sous-évalué; et sa valeur a augmenté de façon considérable lorsqu'on l'a vendu à la compagnie d'assurance. À l'époque, je pense qu'il n'y avait aucun doute que ceci constituait une source de nouvelles mises de fonds.

M. Lewis: Monsieur le président, la façon dont les choses ont été faites ne me pose aucun problème, c'est simplement le communiqué de presse disant «la mise de fonds des actionnaires augmentera de 2,5 millions de dollars». Je comprends très bien ce qui est arrivé, mais j'ai beaucoup de difficulté à comprendre de la façon dont ce fut écrit.

Le gouvernement a versé 34 millions de dollars . . .

M. Lumley: Monsieur le président, puis-je ajouter autre chose?

Le vice-président: Monsieur le ministre.

M. Lumley: Si j'ai bien compris les faits, la vente du fonds de pension n'a rapporté à *Maislin* que 1,5 million de dollars; ils ont donc dû trouver 1,1 million de dollars par leurs propres ressources. Mais ce dont je parlais c'était du principe comptable soulevé par l'honorable député.

M. Lewis: Ça va. Monsieur le ministre, en août dernier les contribuables ont prêté ou garanti un prêt de 34 millions de dollars. L'une des conditions de cet accord c'est que vous nommeriez un directeur comme chien de garde. Nous sommes maintenant le 29 mars, où en est le recrutement de ce directeur chien de garde?

M. Lumley: Je mentirais à l'honorable député, monsieur le président, si je ne disais pas que nous avons eu des problèmes à trouver quelqu'un dans le secteur privé ayant une compétence dans ce domaine et qui ne serait pas dans une situation possible de conflit d'intérêt. Nous avons trouvé de nombreux cadres ayant déjà travaillé dans le secteur du camionnage et qui sont à la retraite, mais qui pour une raison ou pour une autre, ne voulaient pas travailler pour la commission. Pour l'instant, monsieur le président, nous songeons à nommer quelqu'un de la Fonction publique ou d'une société d'État ayant une certaine compétence dans ce domaine.

Nous pensons que ce sera avantageux d'avoir quelqu'un de compétent dans le domaine, qui ne serait pas dans une situation éventuelle de conflit d'intérêt et ce ne fut tout simplement pas possible. Dans bien des cas, monsieur le président, nous avons approché des gens et il leur a fallu quatre à six semaines pour évaluer les choses. Et ça a pris beaucoup plus de temps qu'on avait prévu.

M. Lewis: Merci.

Le président: Merci, monsieur Lewis. Monsieur MacLaren.

M. MacLaren: Merci, monsieur le président. Je présume que le ministre conviendra que de nos jours tous les gouvernements du monde occidental interviennent dans une plus grande ou une moindre mesure dans l'industrie, mais que la tendance est certainement dans le sens d'une plus grande intervention gouvernementale. Ceci dit, il me semble que les gouvernements